

Saved documents



© 2026 Libération. Tous droits réservés.
The present document and its usage are
protected under international copyright laws
and conventions.

news-20260528-LIF-00eq3occzbralzp2hkporuowdye

Source name	Jeudi 28 mai 2026
Libération (site web)	
Source type	Libération (site web) • 3082 words
Press • Online Press	
Periodicity	
Continuously	
Geographical coverage	
National	
Origin	
Paris, Ile-de-France, France	

Des dizaines de Nigériens sans papiers exploités dans des supérettes parisiennes : «Il m'a dit qu'il allait me sortir de la rue et que j'aurais un CDI»

Gurvan Kristanadjaja

Contre la promesse d'un titre de séjour, des exilés particulièrement vulnérables ont été recrutés par un prêcheur pentecôtiste pour effectuer des stages dans des magasins. En réalité, ils ont dû travailler autant voire plus que des salariés, sans rémunération. Une enquête préliminaire pour traite d'êtres humains a été ouverte.

Abi (le prénom a été modifié) regarde autour d'elle. En cette fin de journée de septembre 2023, la file de clients s'étire de sa caisse jusqu'au rayon des cafés moulus. Dans les bras, ils ont des produits frais : les jeunes portent des bières et des chips, un grand-père tient des légumes surgelés, un couple de trente-naires des plats préparés. Dehors, le vent souffle fort et il bruine. Les manteaux et les parapluies déposent des gouttelettes sur le sol. Abi enchaîne les passages en caisse depuis des heures. Elle n'a presque pas vu la lumière du jour.

La Nigérienne de 29 ans est arrivée en France deux ans plus tôt. Ce boulot de caissière dans un Franprix du quartier familial de Gambetta, dans le XXe arrondissement de Paris, devait être l'opportunité de sa vie : un prêcheur de l'église pentecôtiste qu'elle fréquente lui a fait la promesse d'un titre de séjour en échange d'un travail de deux mois – voire un CDI si ça fonctionnait bien.

Elle qui, depuis ses 16 ans, n'a connu que la prostitution, les maquereaux violents, les corps poisseux des clients puis la solitude de la rue, après s'être enfuie. Pour la première fois, quelqu'un lui proposait d'être libre.

Mais elle travaille cinq ou six jours sur sept à des horaires décalés et surtout, elle n'est pas payée. La Nigérienne n'a jamais touché les 1 000 euros mensuels promis avant la signature du contrat. Elle n'est pas seule : Abi a été contactée par un compatriote dans la même situation, avec d'autres jeunes recrutés pour certains au sein de la même église. Selon lui, ils seraient quarante-trois Nigériens à travailler dans des supermarchés parisiens, à tenir les caisses, faire de la mise en rayon, vider les palettes, nettoyer les sols trempés par la pluie. Le tout, sans salaire et parfois au-delà des horaires légaux.

Sani, Jack, Anu (prénoms d'emprunt), Abi et les autres sont dispersés aux quatre coins de la capitale et de la proche

banlieue, dans dix supérettes différentes : le U Express du boulevard Soult dans le XIIIe, le Franprix de la porte de Bagnolet dans le XXe, ceux des IXe et Xe arrondissements, à Maisons-Alfort, Montreuil et Bagnolet... Entre eux, certains se surnomment «*les esclaves*». Une enquête préliminaire pour traite d'êtres humains a été ouverte par le parquet de Paris en avril 2024, selon nos informations. Abi s'interroge encore : comment de telles conditions d'existence peuvent-elles perdurer dans la capitale moderne qu'elle imaginait lorsqu'elle était enfant ?

Acte I - Sauver sa peau

Abi raconte son enfance dans les quartiers pauvres de Lagos, élevée par sa tante. Elle dit les rires dans la cour de l'école qu'elle aimait fréquenter mais qu'elle a dû arrêter ado pour aller travailler. «*A la maison, c'était dur. C'était une habitude dans ma famille de me frapper avec une ceinture. Mon oncle s'est mis à abuser de moi quand j'étais*

Saved documents

enfant. Ma tante ne me croyait pas, elle disait que je voulais détruire son couple», nous confie-t-elle.

Elle devient d'abord domestique puis tombe aux mains des réseaux de prostitution très présents dans le pays. Pour ses proxénètes, elle est un corps vierge à vendre à bon prix. Après quelques années, ses maquereaux l'envoient en Italie. Ils contactent des passeurs, organisent le voyage clandestin via la Libye et la traversée de la Méditerranée sur un canot pneumatique où elle pense perdre la vie à plusieurs reprises. Une fois en Italie, ses proxénètes l'attendent derrière les grilles du camp. Une nuit, elle s'enfuit, brise sa carte SIM et le lendemain matin, à l'aube, elle monte dans un train en direction de Marseille. Elle vit ensuite dans la rue, dort dans les gares et sous les arrêts de bus, jusqu'à arriver à Paris.

Sani, 34 ans, se souvient, lui, de la soirée du 31 décembre 2012. Il gare la voiture devant l'église catholique bondée d'Abuja, la capitale du Nigeria. Dans le coffre, une bombe. Il s'apprête à commettre un attentat. Sur le trottoir, des enfants jouent. *«Je me suis dit que ça pouvait être les miens, confie-t-il aux enquêteurs français lors de son audition pour les faits de traite dont nous avons pu consulter certains procès-verbaux. Ma petite amie était enceinte. Je me suis demandé si Dieu me pardonnerait.»* Il reprend le volant, conduit le véhicule loin de tout, et se met à courir dans la brousse.

Déscolarisé très jeune dans le nord du Nigeria, électricien à l'âge adulte, quelques mois avant cette attaque avortée, il avait demandé à un ami d'enfance comment il s'en était sorti. L'homme conduisait une belle voiture

et portait de jolis vêtements. L'ami lui avait présenté son patron. Sani avait été entraîné au combat dans un camp de formation, converti à l'islam avec 3 millions de nairas (environ 1 800 euros) promis en gains. Après sa fuite, il a vécu caché. Pourchassé à Lagos, il dit aux enquêteurs avoir échappé à plusieurs tentatives d'assassinat. Avant de rejoindre la France avec un visa touristique.

Presque tous, au sein du groupe de caissiers, confient lors de nos rencontres ou de leurs auditions avoir été battus, maltraités ou pourchassés au Nigeria. Certains, comme Jack, parce qu'ils étaient homosexuels dans un pays où les relations gays sont illégales. *«J'ai été découvert avec mon compagnon, et je me suis enfui avant d'être arrêté et jeté en prison»,* décrit-il aux enquêteurs lorsqu'il est interrogé le 11 avril 2024. D'autres, comme Anu, car ils étaient catholiques dans des terres où Boko Haram leur fait la guerre. Toutes les femmes victimes furent, elles, captives de réseaux de prostitution, comme Abi. A leur arrivée en France, leur précarité et leur isolement les rendaient particulièrement vulnérables. Pourtant, tous les caissiers ont vécu avec l'espoir d'une vie plus libre dans un pays où la loi protège les plus faibles. Selon eux, il suffisait de frapper à la bonne porte.

Acte II - Le prêcheur

Dans les rangs de l'église pentecôtiste God's Household of Faith (la maison de la foi de Dieu), on se tient les mains, on chante, on danse. La pasteure, qui se fait nommer Rachael Aghedo Ayiku, harangue les fidèles en anglais. *«Dieu est illimité ! Dieu est en chacun de nous !»* clame-t-elle. L'office se tient chaque dimanche après-midi à Juvisy-sur-Orge (Essonne), mais il avait lieu, jusqu'en

2024, dans la salle des fêtes d'un hôtel à Viry-Châtillon. Quand ils se sont rencontrés pour la première fois, à l'automne 2023, plusieurs membres du groupe des caissiers «*esclaves*» se sont rendu compte que bon nombre d'entre eux avaient fréquenté cette église à majorité nigériane.

Au sein de la paroisse, les prêcheurs se succèdent à chaque office. Un dimanche d'été 2023, un homme en costume blanc se lève. Il s'avance vers le pupitre en plexiglas en silence. Il se présente en tant que «*Docteur*». Son nom : Smiles Abusomwan. Il dirige une ONG internationale, Shallow Waters, et siègerait dans plusieurs organismes nigériens. Ce jour-là, il a une annonce à faire : il propose quelques mois de stage dans des supermarchés parisiens qui permettraient d'obtenir des titres de séjour. *«Il était très charismatique. Il se présentait comme un philanthrope. Il allait me sortir de la rue. Il m'a dit que j'allais faire un stage et que j'aurais un CDI et des documents. J'étais heureuse, j'ai cru que c'était enfin fini»,* se souvient Abi, dans un français qu'elle apprend tout juste. Dans la communauté nigériane à Paris, Smiles Abusomwan est présenté comme un sauveur. Ses prêches, sa réussite, ses costumes chics : personne ne doute. *«Je souffrais, j'étouffais, je n'avais pas d'argent, je ne pouvais pas payer mon loyer : Smiles était un miracle»,* abonde Chigozie Ononinbaku, derrière ses lunettes de soleil.

Nous rencontrons le prêcheur en mai 2026, près du Franprix dans lequel Abi travaillait. A la terrasse d'un café, la Rolex qu'il porte au poignet dépasse de sa manche. *«Le cadeau d'un ami»,* sourit-il, façon de sous-entendre qu'il fréquente un milieu aisé. Smiles Abusomwan assure avoir commencé sa car-

Saved documents

rière au sein de l'ambassade états-unienne au Nigeria en tant que diplomate. Selon son récit, il a obtenu un passeport diplomatique et le statut de réfugié politique en France après avoir subi des menaces dans son pays – mais est incapable de nous en fournir la preuve.

Sur la table du café, il a posé son badge de l'aéroport de Roissy. Il y est hôte d'accueil. Comment un diplomate se retrouve-t-il à ce poste ? *«C'est la même chose, le même métier ! J'y fais de la diplomatie, j'accueille les passagers et je leur dis qu'ils sont les bienvenus à Paris !»* plaide-t-il. Quand on lui demande son âge, il marque un temps de pause et glisse fièrement : *«51. Mais j'ai l'air beaucoup plus jeune.»* Les éléments d'identité versés à l'enquête pour traite d'être humains que nous avons pu consulter lui attribuent pourtant seulement 32 ans.

Parmi les nombreux statuts qu'il s'attribue, celui de *«coach de motivation»*. *«Quand je suis arrivé en France, j'ai été pris en charge par des associations comme France terre d'asile ou le Secours catholique. Ils m'ont inspiré. Je veux être comme Gandhi et inspirer des personnes dans le besoin à mon tour»*, assure-t-il en anglais, parlant fort. Son association Shallow Waters fut créée, selon ses dires, pour *«nettoyer Paris»* des gens qui *«traînent dans la rue»* – des prostituées notamment –, pour *«donner un sens à leur vie»* en leur faisant découvrir de nouveaux métiers. Outre les supermarchés, il assure avoir placé des personnes précaires dans plusieurs autres *«magasins»*, y compris des *«organismes informatiques»*, mais est incapable de nous donner un nombre de travailleurs. *«Parfois, j'en plaçais cinq, parfois dix»*, revendique-t-il. Aucun n'était payé et c'est une évidence

selon Abusomwan : ils étaient stagiaires – une convention était bien signée entre son association et les magasins, mais ce n'est pas légalement autorisé. Il nie par ailleurs formellement avoir promis des titres de séjour. *«J'ai fait tout ça pour eux, pour qu'ils apprennent quelque chose»*, plaide le prêcheur.

Acte III - Derrière les caisses

Dès son premier jour, Abi est affectée à une caisse du Franprix de Gambetta. Dans le magasin, quatre autres sans-papiers ont été placés à différents postes par l'intermédiaire de Shallow Waters, soit près de la moitié de l'effectif, selon son témoignage. Les missions étaient polyvalentes : quand il n'y avait aucun client, Abi nettoyait les toilettes et faisait de la mise en rayon. Elle y a travaillé pendant deux mois, sept heures d'affilée, cinq ou six jours sur sept, selon ses déclarations. *«Ce n'était pas vraiment un stage, on travaillait comme les salariés en réalité. Le manager savait très bien ce qu'il se passait. Il nous utilisait. Quand on se plaignait, il nous renvoyait toujours à Smiles pour les paiements, les documents, etc.»*, regrette-t-elle aujourd'hui.

A quelques kilomètres de là, dans les allées du U Express du boulevard Soult de 441m², Obi Nwosu, un grand gaillard de plus d'un mètre 90, a exercé lui aussi presque sans relâche pendant trois mois à partir de juillet 2023. Il faisait de la mise en rayon le jour, réceptionnait les palettes certaines nuits. Jennifer Ejam, une compatriote de 43 ans, était, elle, à la caisse du même supermarché. Elle embauchait à 7 h 30, jusqu'à 14 h 30.

Pendant leurs pauses, tous deux ont observé que leurs collègues français changeaient chaque semaine ou presque

avec les vacances d'été en France, la plupart partent en congés. Les Nigériens sans papiers servent en réalité selon eux à remplacer les salariés du magasin absents. *«On travaillait trop, personne au sein du groupe ne s'est vu proposer de contrat. Ils ont profité de notre vulnérabilité»*, soufflent-ils. Obi Nwosu fulmine : *«A un moment, j'ai demandé qu'on me paye. On m'a répondu que j'étais en formation, et qu'il fallait voir avec Smiles. J'ai tout de même fini par toucher 350 euros pour les trois mois, par chèque.»* D'autres, comme Fara (prénom d'emprunt), ont été déplacés de boutique en boutique par Smiles Abusomwan au gré des besoins en main-d'œuvre.

Selon les procès-verbaux de l'enquête que nous avons pu consulter, les rémunérations des caissiers *«esclaves»*, lorsqu'elles existaient dans de rares cas, devaient être versées sur le compte de l'association avant de leur être théoriquement redistribuées. Certains disent ainsi avoir reçu 200 ou 300 euros pour deux mois de travail, mais la plupart n'ont en réalité rien touché. *«Il est entré dans mon magasin bien habillé pour me proposer des stagiaires non rémunérés qui étaient dans une situation compliquée, reconnaît auprès de Libération Guillaume Gilbert, directeur du Franprix du boulevard Davout, dans le XXe arrondissement. Pour nous, ce n'était pas méchant, c'était pour aider ces personnes. Il y en avait six en tout. Au début, j'ai pensé qu'ils étaient juste stagiaires, mais à la fin de la période, il a commencé à me demander des dons régulièrement pour son association, j'ai compris que c'était bizarre.»* Les autres directeurs, eux, n'ont pas répondu à nos questions. Un porte parole du groupe Casino, qui détient la marque Franprix, a condamné *«fermement»* auprès de

Saved documents

Libération ces faits, dit avoir procédé à des vérifications et assure que François «renforcera sa vigilance et mènera des actions de sensibilisation complémentaires auprès des magasins». Super U et G20 dont les supérettes visées sont des franchises n'ont pas fait de commentaires.

Plusieurs caissiers soupçonnent en outre Smiles Abusomwan d'avoir perçu de l'argent grâce à ces placements. L'intéressé, qui est présumé innocent, réfute et s'oppose au terme «esclaves». «Je les ai tirés de la rue, j'ai donné un sens à leurs vies ! Certaines étaient prostituées à Château-Rouge et grâce à moi, elles travaillaient dans des supermarchés. Je l'ai fait parce que j'aime ça et ce fut un succès. J'ai dû arrêter car j'ai été menacé de mort par un petit groupe qui n'était pas content. Mais j'ai bien d'autres projets pour l'avenir», promet-il.

Selon les dires des caissiers, lorsqu'ils ont demandé des comptes au président de Shallow Waters à l'automne 2023, celui-ci se serait pourtant montré menaçant. «Il nous a dit qu'il allait nous faire expulser de France, que l'on devrait être heureux de travailler, ici, grâce à lui. Il a insulté mon père et j'ai promis que je lui enlèverais une dent si je le croisais», se souvient Chigozie Ononinbaku, qui s'est aussi retourné contre son directeur de magasin, qu'il juge complice. «Lui, il a quand même fini par me dire que je devais aller à la police.»

Acte IV - «Ce Monsieur nous a sauvés»

D'abord, un groupe d'une dizaine de caissiers «esclaves» s'est présenté dans un commissariat de quartier. Les of-

ficiers les ont renvoyés vers le tribunal pour trouver un avocat. Une recherche sur Google Maps : ils prennent le chemin du conseil des prud'hommes. Maître Bouba Camara s'étonne encore qu'ils se soient adressés à lui. Il portait sa robe et sortait d'audience. «Vous êtes bien tombés», a-t-il répondu : son associée, Me Aline Chanu, a l'habitude de défendre des cas de traite d'êtres humains. «Je pense qu'ils ont essayé de parler à plusieurs avocats dans le tribunal, mais je suis sans doute le seul à les avoir écoutés. Et puis, je suis noir moi aussi, ils ont dû se dire que je comprendrais», devine-t-il depuis son cabinet du III^e arrondissement.

A la suite de leur signalement en date du 20 novembre 2023, une enquête préliminaire est ouverte au parquet de Paris le 23 avril 2024 pour traite d'êtres humains, travail dissimulé, emploi d'étranger sans titre, soumission de personnes vulnérables ou dépendantes à des conditions de travail contraires à la dignité humaine visant Smiles Abusomwan. L'affaire est grave, prise au sérieux : l'inspection du travail et l'Office central de lutte contre le travail illégal sont saisis. Ils effectuent des contrôles dans les magasins en janvier et avril 2024, interrogent les protagonistes et constatent les conditions de travail des Nigériens sans-papiers. «Certains travaillaient au milieu des souris, d'autres avaient des brûlures liées au four à pain parce qu'ils n'avaient pas de gants ni de matériel adapté», précise Me Aline Chanu. Le temps de la procédure, comme c'est prévu dans les cas de traite d'êtres humains, les plaignants ont obtenu des titres de séjour de six mois renouvelables jusqu'à une éventuelle audience.

Depuis qu'ils sont en règle sur le terri-

toire, tous sans exception ont retrouvé un travail. Ils font le ménage dans des écoles, dans des hôpitaux, de la mise en rayon dans des Monoprix... Certains, comme Chigozie Ononinbaku ont même rencontré l'amour au sein du groupe des caissiers «esclaves». Avec sa compagne, ils ont eu un enfant, âgé de 16 mois aujourd'hui. Chigozie Ononinbaku se redresse sur sa chaise et sourit : «Je paye des impôts, je contribue à la communauté et j'apprends le français. C'est un rêve pour moi.» Dans le coin de la pièce, leur conseil, Me Bouba Camara, écoute discrètement. Le groupe de Nigériens l'attrape par l'épaule : «Ce Monsieur nous a sauvés ! Tous ! Il est comme Dieu pour nous !»

Avant la publication de cet article, Smiles Abusomwan est quant à lui revenu vers nous. Il nous a partagé des selfies pour illustrer l'article. «Quand sera publié mon portrait ?»

Mis à jour le 28 mai à 18h50 avec le commentaire du porte-parole du groupe Casino.

This article appeared in *Libération* (site web)

https://www.liberation.fr/societe/dizaines-de-nigeriens-sans-papiers-exploites-dans-des-superettes-parisiennes-il-ma-dit-qu'il-allait-me-sortir-de-la-rue-et-que-jaurais-un-cdi-20260528_OEQ30CCZBRALZP2HKPORUOWDYE/